

LA PAYSANNERIE ALGERIENNE ET LA REVOLUTION

(A propos d'un ouvrage de Mostéfa LACHERAF)

par M'Barek REDJALA *

Il y a un peu plus de deux ans paraissait « *L'Algérie : nation et société* » (1) de Mostéfa Lacheraf. Œuvre nettement engagée, elle a suscité peu de comptes-rendus et n'a fait l'objet, à notre connaissance, d'aucune analyse d'ensemble sérieuse aussi bien en France qu'en Algérie.

L'abondante production littéraire que doivent suivre les critiques sans cesse sollicités de l'autre côté de la Méditerranée, excluait d'avance que l'on consacrait à un recueil d'articles, dont certains dataient de plusieurs années, une étude tant soit peu fouillée, réservée généralement, d'ailleurs, à des travaux exceptionnels. A cela, il faudrait ajouter la gêne légitime que les Français ont dû éprouver, après l'indépendance de l'Algérie, à entretenir leurs citoyens d'un livre peu tendre pour leur patrie. Ils n'en approuvaient pas ou plus l'auteur, mais se gardèrent, pour différentes raisons, liées à une situation politique et psychologique particulière, de lui adresser des critiques trop sévères. Le compte-rendu de M. Letourneau publié dans « *Annuaire de l'Afrique du Nord* » (2), le plus long et le plus intéressant aussi, traduit assez bien cette attitude faite d'hostilité nuancée, de réserve et de politesse condescendante. Mostéfa Lacheraf est qualifié d'« intellectuel honnête et convaincu », victime « du traumatisme provoqué par le régime colonial », qui « secrète forcément une forte dose de passion que l'auteur déverse avant tout sur les militaires et les historiens français de l'Algérie » (3). Il n'a cependant pas échappé à M. Letourneau que « le thème central du livre n'est pas là ; et (qu') on le trouve dans l'insistance entièrement justifiée, que met l'auteur à souligner le caractère paysan de la Révolution algérienne » (4). Nous rendons hommage au professeur d'histoire d'avoir saisi d'emblée ce côté essentiel de l'ouvrage de Lacheraf et regrettons qu'il n'ait pas jugé nécessaire d'établir un lien entre cette « insistance entièrement justifiée » et les critiques adressées aux historiens français trop enclins à voir la main de la fatalité dans l'histoire de l'Algérie ou à faire jouer à la bourgeoisie urbaine un rôle sans rapport avec sa situation objective.

* Assistant à la Faculté des Lettres d'Alger.

(1) Mostéfa LACHERAF : *L'Algérie : nation et société*, Paris, François Maspéro, Cahier livres n° 71-72, 1965, 349 p.

(2) *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1965, t. IV, p. 851.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

La critique algérienne, qui boycotta l'ouvrage au moment de sa parution, se contenta ensuite d'en citer des passages choisis et généralement tronqués pour les mettre au goût du jour. Ils étaient accompagnés de commençaitres orientés et précédés d'éloges aussi fades qu'exagérés à l'endroit de l'auteur proclamé pour le circonstance « analyste doté d'un esprit rigoureux », « militant éprouvé » et « militant conscient et sincère » (1). Lacheraf n'en demandait pas autant. A vrai dire, le livre n'intéressa que par les articles de juillet 1962 que l'on se mit à triturer maladroitement d'ailleurs, pour les adapter à une situation politique nouvelle. Le reste, difficilement adaptable et accessible seulement à ceux qui ne ménagent pas leurs efforts, fut purement ignoré. La paysannerie n'intéressait pas l'élite cultivée algérienne.

*
**

L'ouvrage de Lacheraf, il faut le reconnaître, ne se lit pas aisément. Exception faite des articles publiés en 1962, qui furent sans doute rédigés à la hâte et étaient destinés à la grande masse des Algériens angoissés par la course au pouvoir qui a suivi la fin de la guerre, les essais et l'introduction sont écrits dans un style si dense et en périodes si longues que le lecteur, dans bien des cas, éprouve le besoin de revenir sur plus d'un passage pour en saisir le contenu. On a raison de parler de « certaines phrases (qui) n'en finissent pas ». Mais l'obstacle majeur qu'a rencontré chez nous « *L'Algérie : nation et société* » réside, à notre avis, dans le fait que ce livre auquel ont surtout accès les élites citadines, est presque entièrement consacré à la paysannerie algérienne. Pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, contre la croyance commune, la paysannerie est placée au premier rang, qui lui revient de droit, tant par le nombre que par le rôle prépondérant qu'elle a joué dans la Révolution algérienne. Elle est présentée par Lacheraf résistant à l'envahisseur et déjouant les manœuvres des collaborateurs féodaux, organisant des révoltes politico-sociales, luttant patiemment pour récupérer et conserver la terre des ancêtres, préparant et portant la Révolution, enfin « trahie et abandonnée » dès les premières heures de l'indépendance. Bref, par la continuité de son action consciente ou non, la paysannerie algérienne a incarné le sentiment national durant 132 ans. Thèse difficilement admissible dans un monde où le travail de la terre est tenu pour dégradant par des textes sacrés et dans un pays où les élites citadines savent habilement jouer à la mouche du coche ; thèse inadmissible aussi pour ceux qui ne voulaient voir en Algérie qu'une poussière d'individus et de tribus que seul le lien religieux unissait.

*
**

La thèse d'une action paysanne plus ou moins consciente qui a assuré la continuité de la lutte du peuple algérien contre l'envahisseur, n'est pas exposée d'une façon systématique. Certes, elle est contenue

(1) *Révolution Africaine*, 12-18 mars 1966 et 19-25 mars 1966.

pour l'essentiel dans l'essai intitulé « Le patriotisme rural en Algérie ». Mais Lacheraf y revient à chaque occasion dans le reste du livre et en fait le thème central.

Le combat mené par la paysannerie algérienne n'est pas le produit d'un patriotisme abstrait dont on aurait d'ailleurs du mal à prouver l'existence dans l'Algérie de 1830, sans liaison avec des réalités économiques et sociales objectives. Dans un pays au 3/4 rural, il ne pouvait partir que de la terre menacée par la conquête et n'être soutenu que par une société se sentant, même confusément, unie dans la défense de ses valeurs. « Les paysans, plus que les citadins, écrit Lacheraf, ont eu conscience du danger qui les menaçaient en premier lieu, et leur réaction s'est traduite par un patriotisme combatif et guerrier, autant par instinct de conservation, leurs terres étant l'enjeu principal de la conquête, que par esprit communautaire où se fondaient des concepts nationaux spirituels et moraux » (p. 70). Aussi, face à un adversaire mieux organisé et supérieurement équipé, ne reculèrent-ils devant aucun sacrifice. Les témoignages d'officiers français, abondamment cités par Lacheraf, sur les atrocités dont ils furent souvent les auteurs conscients et cyniques pour venir à bout de la résistance paysanne, frappant par le courage et l'esprit de sacrifice avec lesquels la guerre fut supportée comme un devoir sacré par les paysans qui y ont vu leur affaire, celle de tout un peuple qu'ils incarnaient. « A travers tout ce qui précède, remarque Lacheraf, les horreurs de la guerre, les destructions et les enfumades, se dessine en filigrane la résistance du peuple, le patriotisme tenace des paysans » (p. 96). Dans la lutte organisée sous la direction d'Abdelkader et dans les institutions créées par ce dernier pour servir de base à l'édification d'un Etat, ce sont ces mêmes paysans que nous retrouvons. « Les habitants des villes, souligne Lacheraf, ont joué, à des titres divers, un rôle à la mesure de leurs moyens au service de la résistance et de l'Etat algérien. Mais ce n'est pas du sein de ces populations citadines que surgiront les compagnons de l'Emir, ses lieutenants, l'élite politique ou administrative qu'il donnera au pays. C'est des campagnes que partira le mouvement ; c'est dans la paysannerie, chez les montagnards, parmi les ruraux en général, que se recruteront d'abord les chefs de partisans, les cadres de l'armée régulière qu'Abdelkader, les khalifats de provinces qui siègeront dans les villes aux anciennes traditions urbaines, souvent même les magistrats » (p. 73).

Cette résistance armée se prolongera jusqu'à l'insurrection de 1871 provoquée par une « conscience algérienne (...) arrivée à un point tragique de son évolution, s'éveillant surtout dans la masse des paysans (...). Car ce sont les paysans, et les paysans seuls, qui, dépossédés, décimés par les famines, courbés sous l'administration des caïds et appréhendant de nouvelles spoliations, incarnèrent cette conscience collective en 1871 » (pp. 59-60). A ceux qui penseraient que les paysans, dans cette entreprise, ont été les dupes et les instruments de chefs ambitieux, Mostéfa Lacheraf répond : « Ce qu'il faut surtout retenir à l'actif de l'insurrection, c'est cette conscience dont nous avons parlé et qui animait confusément, et parfois d'une façon réfléchie, la masse

des paysans. On peut dire que ce sont eux qui dictèrent, finalement, leur attitude à certains chefs » (p. 63). Cette action réfléchie s'est exprimée plus spécialement dans la tentative des paysans de s'organiser pour surveiller, dénoncer et combattre les agissements des administratifs au service de la puissance occupante. Et Lacheraf y voit un tournant dans l'histoire d'un peuple. « Autour de l'année 1871, écrit-il, pivote d'ailleurs une nouvelle conscience algérienne qui ne mise pas seulement sur le recours aux armes. Elle se manifeste, cette prise de conscience, à travers une organisation populaire fort curieuse : les « chartia », De nombreuses collectivités rurales avaient vu naître dans leur sein de véritables comités libres élus par les douars et groupant de 10 à 12 membres » (p. 107-108). Et ces chartia préfiguraient les organisations nationalistes qui ont vu le jour au début du XX^e siècle. « Les chartia algériennes, constate Lacheraf, ont représenté tout à la fois, bien qu'à l'état embryonnaire, le premier sursaut d'une conscience organisée en dehors de la lutte armée et visant à reprendre éventuellement le combat par les armes » (p. 108). En effet, par dessus le nationalisme urbain d'ailleurs déficient, ce sont les paysans que retrouvera Lacheraf dans la lutte que mènera plus tard le peuple algérien jusqu'à la libération totale du territoire national. Il constate que le nationalisme urbain a pris « naissance de nos jours, d'une façon inattendue sinon paradoxale, parmi les paysans algériens émigrés en France (...) qui reprenaient dans les rangs de « L'Etoile Nord-africaine », sur un autre plan, cette fois, une lutte qui s'était arrêtée en 1871 » (p. 71). Et durant la guerre de libération, ce sont encore les paysans qui mèneront le combat et forceront la main à ceux qui « ont toujours les yeux fermés ». Il n'est un secret pour personne, et Lacheraf a pu constater le fait à son heure, que « ces paysans, ces masses rurales que les élus étaient sensés représenter dans les assemblées, trop souvent contre leur gré, se sont portés en avant, ont rejoint et même dépassé les positions familières de certains nationalistes, favorisant la lutte armée s'ils n'y participent pas » (p. 137).

*
**

Il est cependant un autre aspect de l'action paysanne que Lacheraf met particulièrement en relief dans son livre, avec la conscience qu'il fut longtemps méconnu ou ignoré. Il s'agit de l'effort obscur, mais combien significatif, que les paysans algériens ont fourni pour récupérer ou conserver leurs terres. « Ce qu'il nous importe le plus de souligner, écrit-il, parce qu'il s'agit là de réalités souvent ignorées ou méconnues, ce sont les résultats du seul vrai problème, c'est à dire l'effort de récupération des terres par les paysans » (p. 22). Et il décrit cet effort en termes si pathétiques et saisissants qu'il fait participer son lecteur à la douleur d'une société assaillie de toutes parts. « A la fin du siècle dernier, observe-t-il, les paysans s'employaient avec des fortunes diverses, à reconstituer le patrimoine de la collectivité (...dans) une lutte silencieuse, pathétique, réfléchie pour la sauvegarde d'une société et le remembrement difficile de son fond commun, d'une base économique bien mal au point » (p. 14). Et d'insister, car Lacheraf veut que nous

soyons pénétrés de cette réalité : « Mais l'effort en vue de récupérer le plus de terres possible, de les disputer à la colonisation, rien ne devait en arrêter le mouvement : ni l'échec des armes, ni les tributs de guerre exorbitants, ni la promulgation de nouvelles lois scélérates sur la propriété algérienne » (p. 18). Mais au lendemain de la libération, Lacheraf constate avec amertume que les dirigeants de son pays semblent négliger ce côté essentiel de la Révolution. « Mais ce qu'on ne rappellera jamais assez, écrit-il, et qui reste ignoré de nombreux Algériens et de leurs dirigeants politiques, tant entichés de vaine épopée, c'est la longue et tenace récupération agraire, l'effort patient, obscur et ferme, l'inertie, le courage tranquille et la solidarité ruineuse mais implacable par laquelle les paysans ont entrepris pacifiquement, à la suite des insurrections et des séquestres, et à travers les procès et les échecs sans nombre, de racheter, de reconstituer, de défricher, de disputer à la colonisation officielle et privée tout ou partie du patrimoine de la tribu, des terres spoliées ou menacées, du terrain de parcours, du périmètre du sol trop maigre, au climat trop rude pour l'insatiable et douillette boulimie du colon déjà parvenu » (pp. 11-12).

La lutte de libération, en dépit de ses insuffisances sur le plan idéologique, a accompli une véritable révolution. On pouvait s'attendre à bon droit que la paysannerie qui en supporta le poids en recueillit le fruit. Hélas, il n'en est rien. « Dès le cessez-le-feu, remarque Lacheraf désabusé, ...la paysannerie algérienne a été trahie ou abandonnée à elle-même par une catégorie spontanée de dignitaires ruraux dûment ou indûment officialisés et qui se lançaient au pillage des biens désormais nationaux et recrutaient à tour de bras des éléments de dernière heure » (p. 18). Lacheraf sait bien que la paysannerie qui a assumé la lourde tâche de libérer le pays par une action continue et réellement révolutionnaire n'est pas en mesure, seule, de franchir une nouvelle étape en vue d'opérer une nouvelle révolution, la révolution sociale vers laquelle ont tendu tous ses efforts échelonnés sur 137 ans de souffrance. Elle a bien conscience que son « combat dans l'après-guerre change objectivement de sens ». Et dans ce combat nouveau, elle a besoin d'un encadrement que les citoyens seuls peuvent lui fournir. « Cette société, écrit Lacheraf, aurait pu prétendre légitimement, si la conscience politique lui en avait été donnée à partir de milieux urbains solidaires avec elle, à l'organisation de ses forces en vue de franchir à long terme une autre étape aussi décisive » (p. 25). Au lieu de cela, les responsables algériens, intéressés avant tout par le pouvoir et ignorant totalement les besoins de la paysannerie, « ont cru découvrir, par la démagogie, chez le paysan algérien, dans son état d'arriération, de misère et d'infirmité sociales entretenues de longue main et jusqu'à nos jours, un sens révolutionnaire proprement dit, idéologiquement engagé, qu'il n'avait pas et ne pourra pas avoir à l'aide de ses seuls moyens économiques et culturels » (p. 13).

La révolution est-elle donc définitivement bloquée ? Lacheraf ne le pense pas un instant. La situation actuelle n'est que provisoire. Il croit fermement que le peuple qu'il assimile à la paysannerie reprendra le combat pour la victoire décisive. « Il y a au moins trois faits qu'on

ne devra pas nier, écrit-il : la révolution a bel et bien existé ; le peuple algérien actuellement très inhibé par un état de chose confusionniste et sentimental ne renoncera pas à prendre l'initiative dans le cadre, cette fois, de la lutte des classes ; les jeunes qui éprouvent le besoin d'une vie politique concrète à la mesure d'une société en transformation, répudient de jour en jour les principes mitigés, sommaires et superstitieux de leurs aînés » (p. 33).

Le livre de Mostéfa Lacheraf, par l'intérêt qu'il porte à la paysannerie de notre pays, peut être considéré comme un événement capital dans le domaine de la recherche historique en Algérie, où la vie en surface prend si souvent le pas sur les réalités profondes et complexes. Par son actualité, il mérite d'être lu et médité par tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à l'édification d'une société algérienne basée sur la justice et le progrès social.